PARLEMENTAIRES ET ÉLUS LOCAUX DE LA MARNE SOUS LA IIIe RÉPUBLIQUE : ESQUISSE PROSOPOGRAPHIQUE

Alexandre Niess
(Université de Reims, CHPP)

Grâce aux méthodes prosopographiques, nous nous intéresserons de près aux élus du département de la Marne sous la Troisième République, en analysant les différences et analogies repérées quant à l'accès à la fonction élective, et au-delà à une forme de notabilité, en terme d'implantation locale et de mise en œuvre de réseaux de sociabilité népotiques. En effet, à la suite du discours prononcé par Léon Gambetta à Grenoble le 26 septembre 1872 dans lequel il clame : « Oui, je ressens, je sens, j'annonce la venue et la présence dans la politique d'une couche nouvelle (…) », l'historien se doit de confronter cette opinion d'un acteur essentiel de la Troisième République naissante avec les réalités du terrain dévoilées par les sources disponibles et considérer alors l'histoire politique par le prisme de ceux qui ont une place centrale : les acteurs de la vie politique[1].

I. De l'importance de l'implantation locale

Si les élections législatives et sénatoriales mettent en opposition des idées, des conceptions politiques, sociales et économiques, des partis politiques constitués, organisés et repérés, il n'en demeure pas moins vrai que la personnalité du candidat et son implantation locale patentée comptent autant que les idées qu'il véhicule ; tant et si bien que certains candidats dont l'implantation locale est peu importante, tel Paul Perroche en 1898 demande aux électeurs par voie d'affiche de ne pas prendre ces aspects en considération lorsqu'il fait imprimer : « Recueillez-vous, faites abstraction des personnalités, ne considérez

[1] Olivier Conrad, « Les conseillers généraux du Haut-Rhin au XIXe siècle (1800-1870) » *in* Jean-Michel Boehler, Christine Lebeau, Bernard Vogler (dir.), *Les élites régionales (XVIIe-XXe siècle). Construction de soi-même et service de l'autre*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, « Sciences de l'Histoire – Collections de l'Université Marc Bloch de Strasbourg », 2002, p. 233.

que vos intérêts et ceux de la République[1] ! » Il faut dire que Paul Perroche, éliminé dès le premier tour, se présente face à Léon Morillot et Charles Tantet. Or les arguments avancés par le comité de soutien de Léon Morillot lors de la campagne électorale pour le scrutin de ballotage entre ces deux hommes dans une affiche insiste très largement sur l'implantation locale et ancienne du candidat Léon Morillot (maire de la commune rurale de Saint-Lumier-la-Populeuse depuis 1874, conseiller général du canton de Thiéblemont depuis 1886 et député sortant).

> « Chers Concitoyens !
>
> Deux hommes sont en présence. Examinez ce que valent ces deux hommes.
>
> M. Tantet est presque un inconnu pour nous ; il habite Paris ; il a quitté la Champagne depuis cinquante ans ; il n'y revient aujourd'hui que parce que la Mairie du IIIe arrondissement ne suffit plus à son ambition. – M. Morillot, au contraire, est un enfant du pays ; il a passé une bonne partie de sa vie dans notre arrondissement : c'est un vrai Champenois de cœur et de fait.
>
> M. Tantet (…) a vécu dans le monde industriel parisien (…). – M. Morillot, au contraire, est un propriétaire foncier comme la plupart des électeurs de notre arrondissement ; il se connaît en agriculture et ses intérêts sont les mêmes que les nôtres.
>
> M. Tantet en sa qualité de parisien, (…). – M. Morillot, au contraire, en sa qualité de Champenois, (…).
>
> M. Tantet est un nouveau venu en politique (…). – M. Morillot, (…) est à même de rendre à la ville de Vitry et à toutes les communes de l'arrondissement les plus grands services[2] ».

Dès lors cette qualité de Champenois, et plus particulièrement de Marnais, semble être fondamentale pour l'élection du représentant, même du parlementaire, et ce bien que le débat d'idée tienne une place d'importance. L'analyse des affiches électorales des législatives pour lesquelles le scrutin de liste est mis en place est intéressante. En effet, plus que l'individu ce sont les idées qui sont présentées aux électeurs,

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 461.
[2] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 463.

cela n'empêche pas les comités radicaux et radicaux-socialistes de 1919 de faire placarder cette petite phrase pour soutenir leurs candidats[1] :

> « Pourquoi les recommandons-nous à vos suffrages ?
> Parce qu'ils sont connus dans notre département et que leur passé et (sic) pour nous la garantie de l'avenir.
> Parce qu'ils sont des Marnais de tradition et de cœur qui, dans les postes où les plaça la volonté confiante et toujours renouvelée de leurs concitoyens, ont donné à la chose publique leur temps, leur expérience, leur dévouement[2] ».

Or parmi les sept candidats "Camille" Valéry Aristide Lenoir n'est pas un Marnais de souche, même s'il réside et travaille à Reims comme débitant de tabac et de boissons depuis de nombreuses années, bien qu'il ait été membre du conseil municipal de Reims, conseiller général du 2e canton de Reims (1898-1901), conseiller d'arrondissement du 2e canton de Reims (1904-1910), conseiller général du canton de Ville-en-Tardenois depuis quelques semaines et député de la Marne depuis 1905. L'intégration d'office de Camille Lenoir parmi les Marnais montre que les candidats élus sont vite adoptés par les comités si ceux-ci entrent dans la ligne politique décidée par le comité directeur, surtout si l'expérience politique du candidat va grandissante et si les succès sont au rendez-vous. Dès lors, bien plus que l'implantation locale les capacités et les compétences de l'individu entrent en ligne de compte. C'est sur ces aspects qu'insistent principalement les 36 % de parlementaires de la Marne qui ne sont pas Marnais d'origine. Pourtant parmi eux, plus d'un tiers mettent en avant par quelque moyen que ce soit leur implantation locale. C'est notamment le cas de Léon Bourgeois, candidat aux législatives en février 1888. Bien qu'il possède une carte de visite déjà bien remplie pour un homme de trente-sept ans, puisqu'il a déjà été secrétaire général de la Préfecture de la Marne, sous-préfet de Reims, préfet du Tarn, préfet de Haute-Garonne, préfet de police de Paris, etc., il termine sa profession de foi et une de ses affiches électorales ainsi :

---

[1] Camille Lenoir, Ernest Haudos, Alfred Margaine, Louis Lenoir, Henri Merlin, Gaston Poittevin et Marcel Mailly.
[2] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 760.

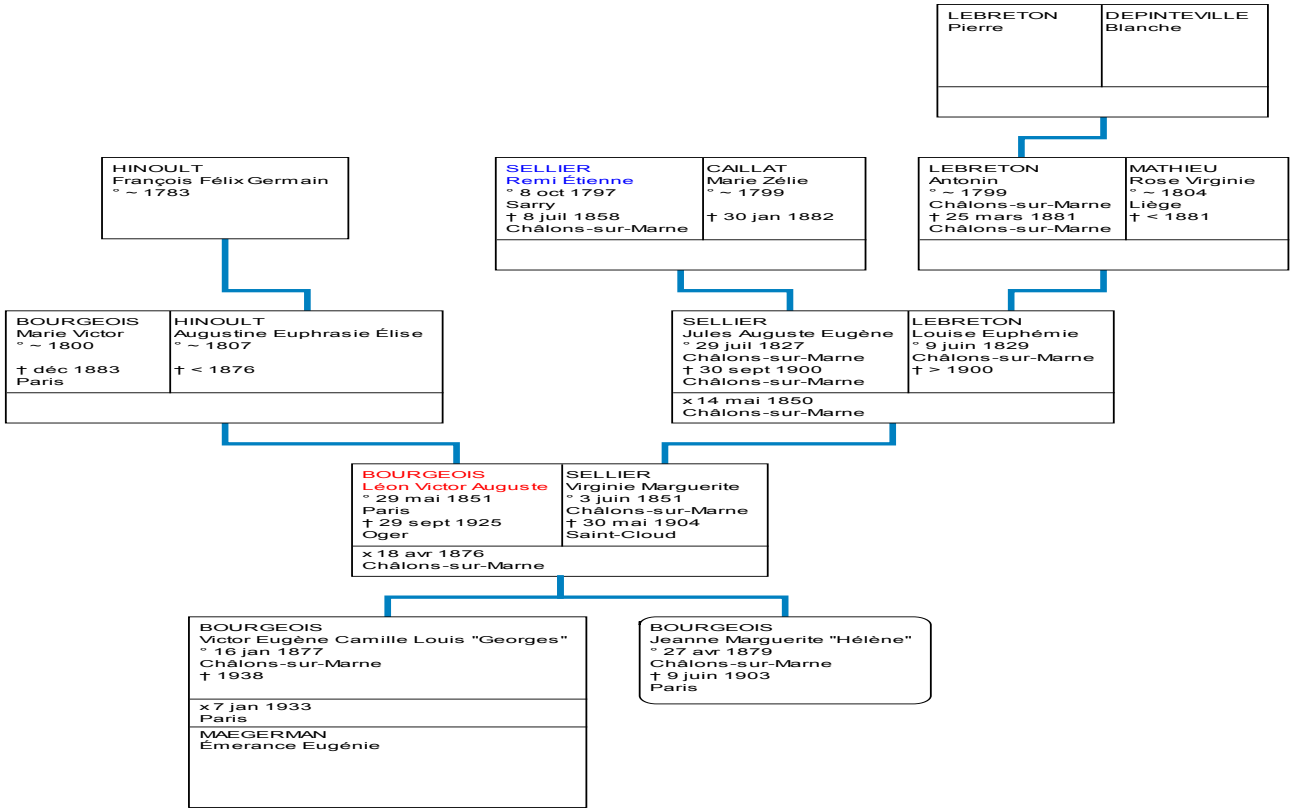
> « Allié depuis douze ans à l'une des vieilles familles de la Marne, j'ai parmi vous tous mes liens d'affection et d'intérêt. Cinq années d'administration à Châlons et à Reims, vous ont d'ailleurs permis de me juger[1] ».

Preuve s'il en est que l'implantation locale apparaît, pour les électeurs mais pour les candidats aussi, comme un sésame presque indispensable. Il faut préciser que Léon Bourgeois s'appuie ici sur le prestige de sa belle-famille, lui qui épouse la petite-fille de Rémi "Étienne" Sellier, conseiller général de la Marne de 1842 à 1858[2].

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 266.

[2] Alexandre Niess, « Léon Bourgeois, élu local ? » dans Alexandre Niess et Maurice Vaïsse (dir.), *Léon Bourgeois. Du solidarisme à la Société des Nations*, Langres, Éditions Dominique Guéniot/ARPEGE, 2006, p. 17-41.

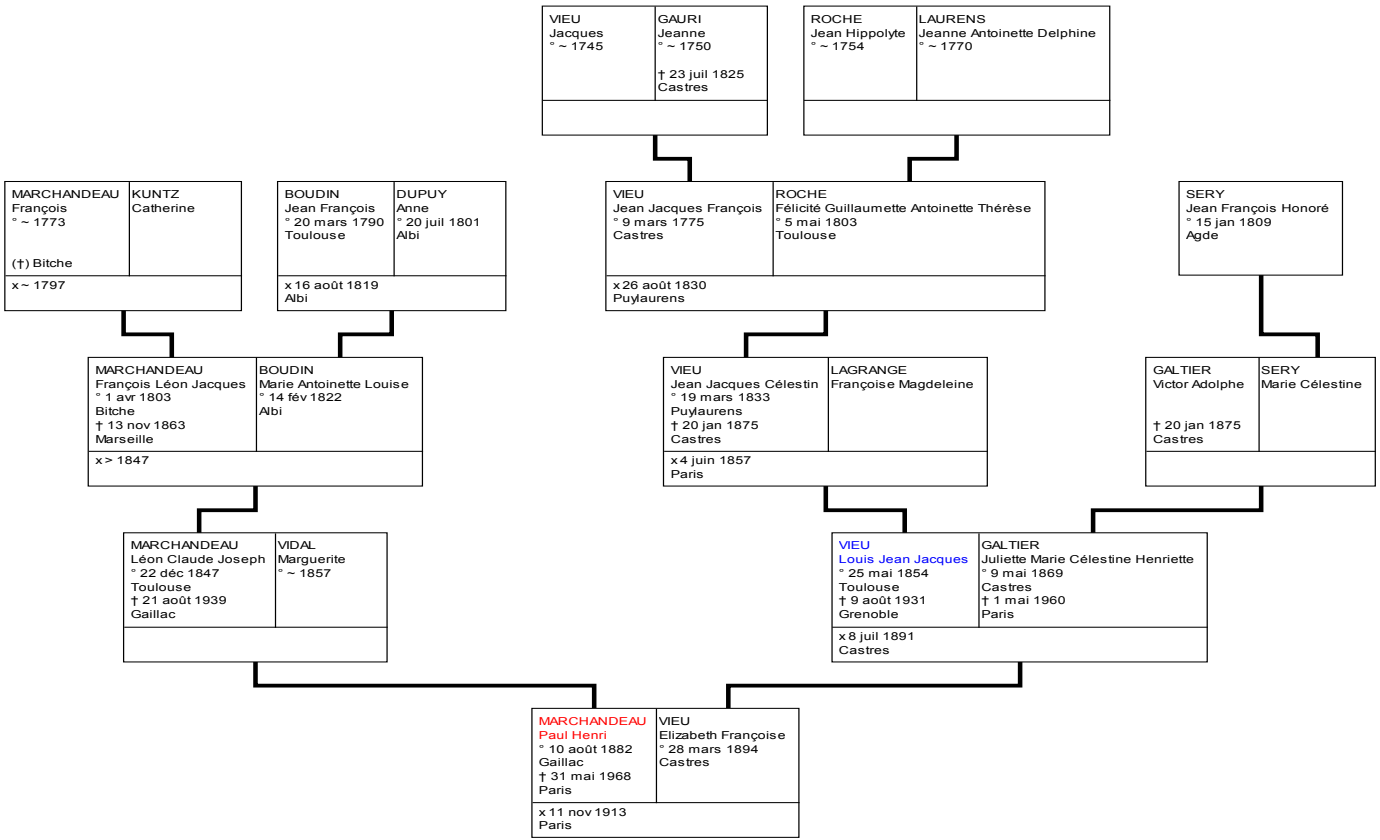

LEBRETON
Pierre
DEPINTEVILLE
Blanche
HINOULT
François Félix Germain
° ~ 1783
SELLIER
Remi Étienne
° 8 oct 1797
Sarry
† 8 juil 1858
Châlons-sur-Marne
CAILLAT
Marie Zélie
° ~ 1799
† 30 jan 1882
LEBRETON
Antonin
° ~ 1799
Châlons-sur-Marne
† 25 mars 1881
Châlons-sur-Marne
MATHIEU
Rose Virginie
° ~ 1804
Liège
† < 1881
BOURGEOIS
Marie Victor
° ~ 1800
† déc 1883
Paris
HINOULT
Augustine Euphrasie Élise
° ~ 1807
† < 1876
SELLIER
Jules Auguste Eugène
° 29 juil 1827
Châlons-sur-Marne
† 30 sept 1900
Châlons-sur-Marne
LEBRETON
Louise Euphémie
° 9 juin 1829
Châlons-sur-Marne
† > 1900
x 14 mai 1850
Châlons-sur-Marne
BOURGEOIS
Léon Victor Auguste
° 29 mai 1851
Paris
† 29 sept 1925
Oger
SELLIER
Virginie Marguerite
° 3 juin 1851
Châlons-sur-Marne
† 30 mai 1904
Saint-Cloud
x 18 avr 1876
Châlons-sur-Marne
BOURGEOIS
Victor Eugène Camille Louis "Georges"
° 16 jan 1877
Châlons-sur-Marne
† 1938
x 7 jan 1933
Paris
MAEGERMAN
Émerance Eugénie
BOURGEOIS
Jeanne Marguerite "Hélène"
° 27 avr 1879
Châlons-sur-Marne
† 9 juin 1903
Paris

Édouard Ponsard, son adversaire aux élections législatives de 1889 explique aux électeurs que Léon Bourgeois est » un Parisien, inconnu pour nous, qui n'a pas pu apprendre les besoins de notre pays en y passant quelques vacances[1] », alors que lui est « un homme du pays, connu de tous, dévoué au peuple de nos campagnes, ayant consacré toute sa vie à l'agriculture[2] ». Néanmoins, malgré cette implantation locale ténue, le talent de Léon Bourgeois est salué dans chacune de ses affiches électorales et est reconnu par les électeurs de sa circonscription qui le choisissent comme député de 1888 à 1905 et comme sénateur de 1905 à 1925. Léon Bourgeois est donc représentatif pour 44 % de ces hommes venus d'ailleurs et qui parviennent à s'implanter dans la Marne de façon durable même si leur implantation locale initiale est faible. Ces individus font en moyenne 13,5 ans au Parlement, 14,5 ans de mandat dans les assemblées locales à circonscription cantonale et 18,5 ans à la tête d'une municipalité.

Cependant, c'est sur leurs compétences, capacités et programmes politiques que certains parlementaires se font élire, surtout à partir du moment où ils cumulent les postes politiques à responsabilité. C'est ainsi le cas de "Paul" Henri Marchandeau, maire de Reims de 1925 à 1943, conseiller général du 3e canton de Reims dès 1925 et député de la Marne en 1926, qui prend, dans une certaine mesure et à l'image de Léon Bourgeois, une place grandissante dans le paysage politique français quand il prend la présidence de l'association des maires de France ou lorsqu'il est nommé sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil (03/06/1932-14/12/1932), ministre du Budget (26/11/1933-30/01/1934), ministre des Finances et du Budget (04/02/1934-09/02/1934), ministre de l'Intérieur (13/10/1934 -08/11/1934), ministre des Finances (18/01/1938-13/03/1938 et 10/04/1938-01/11/1938), ministre de la Justice - Garde des Sceaux (01/11/1938-13/09/1939), etc. Pourtant, en dehors de son inscription au barreau de Reims et sa participation plus qu'active au sein du journal rémois *L'Éclaireur de l'Est*, son implantation locale familiale est inexistante, que ce soit de son côté ou de celui de son épouse, "Élisabeth" Françoise Vieu, originaire de Castres et fille de Louis Jean Jacques Vieu, maire de Castres et sénateur du Tarn de 1905 à 1931.

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 281.
[2] *Ibidem*.


VIEU
Jacques
° ~ 1745
GAURI
Jeanne
° ~ 1750
† 23 juil 1825
Castres
ROCHE
Jean Hippolyte
° ~ 1754
LAURENS
Jeanne Antoinette Delphine
° ~ 1770
MARCHANDEAU
François
° ~ 1773
(†) Bitche
KUNTZ
Catherine
x ~ 1797
BOUDIN
Jean François
° 20 mars 1790
Toulouse
DUPUY
Anne
° 20 juil 1801
Albi
x 16 août 1819
Albi
VIEU
Jean Jacques François
° 9 mars 1775
Castres
ROCHE
Félicité Guillaumette Antoinette Thérèse
° 5 mai 1803
Toulouse
x 26 août 1830
Puylaurens
SERY
Jean François Honoré
° 15 jan 1809
Agde
MARCHANDEAU
François Léon Jacques
° 1 avr 1803
Bitche
† 13 nov 1863
Marseille
BOUDIN
Marie Antoinette Louise
° 14 fév 1822
Albi
x > 1847
VIEU
Jean Jacques Célestin
° 19 mars 1833
Puylaurens
† 20 jan 1875
Castres
LAGRANGE
Françoise Magdeleine
x 4 juin 1857
Paris
GALTIER
Victor Adolphe
† 20 jan 1875
Castres
SERY
Marie Célestine
MARCHANDEAU
Léon Claude Joseph
° 22 déc 1847
Toulouse
† 21 août 1939
Gaillac
VIDAL
Marguerite
° ~ 1857
VIEU
Louis Jean Jacques
° 25 mai 1854
Toulouse
† 9 août 1931
Grenoble
GALTIER
Juliette Marie Célestine Henriette
° 9 mai 1869
Castres
† 1 mai 1960
Paris
x 8 juil 1891
Castres
MARCHANDEAU
Paul Henri
° 10 août 1882
Gaillac
† 31 mai 1968
Paris
VIEU
Elizabeth Françoise
° 28 mars 1894
Castres
x 11 nov 1913
Paris

Ainsi, nous le voyons à travers l'exemple de Paul Marchandeau, l'implantation locale préalable n'est pas une condition *sine qua none* pour l'élection au Parlement, preuve que le débat d'idées prend une place non négligeable dans ce type de mandat. L'élection de Paul Marchandeau, dans cette conception, est alors assez proche de celles d'hommes comme Marcel Déat, député de la Marne de 1926 à 1928, ou de "James" Adrien Pozzi, chirurgien, frère du célèbre Simon Pozzi, maire de Reims de 1904 à 1908, député de la Marne de 1906 à 1910 et à qui Adrien Lannes de Montebello reproche ce manque d'implantation locale et lui reproche surtout de posséder « quelques « lopins » de vigne dans la Charente, nous devons considérer que les intérêts des Charentais sont souvent en opposition avec ceux des Champenois[1] ».

Pour 10 % des parlementaires de la Marne, soit près du tiers de ceux qui ne sont pas nés dans la Marne, la réputation personnelle ou familiale explique l'accès au mandat. C'est ainsi le cas de Jules Simon, député de la Marne de 1871 à 1876 avant qu'il ne soit nommé sénateur inamovible (1876-1896), qu'il n'est pas la peine ici de présenter plus longuement tant ce personnage est emblématique de la vie politique du dix-neuvième siècle. "Léon" Lévi Mirman profite quant à lui du prestige direct conféré par la personnalité de son père Jean Baptiste (1821, Espalion – 1909, Paris), « ami de Louis Blanc, (…) au premier rang des jeunes Français qui, en février 1848, proclamèrent la République ; précepteurs des deux fils d'H. Carnot[2] », dont « Sadi, président de la Troisième République[3] ». Cependant, il convient de repositionner à leurs justes mesures ces élections d'hommes dont l'implantation locale est inexistante, que ce soit du point de vue de l'ancrage de leurs familles et intérêts économiques et personnels ou du point de vue de la participation active à la politique locale. En effet, ces hommes ainsi élus ne représentent que 10 % de l'ensemble du corpus des parlementaires ; dès lors l'argument très largement développé par les natifs à l'encontre des « étrangers » touche la fibre patriotique de ceux qui veulent défendre les intérêts de leur petite patrie. Le parlementaire marnais est souvent un homme issu du département, dont la famille a des possessions foncières d'importance dans un ou plusieurs cantons de la circonscription briguée.

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 588.
[2] Léon Mirman, *La Route nationale*, Paris, Fayard, 21e édition, 1934, p. 21.
[3] *Idem*, note de bas de page, p. 21.

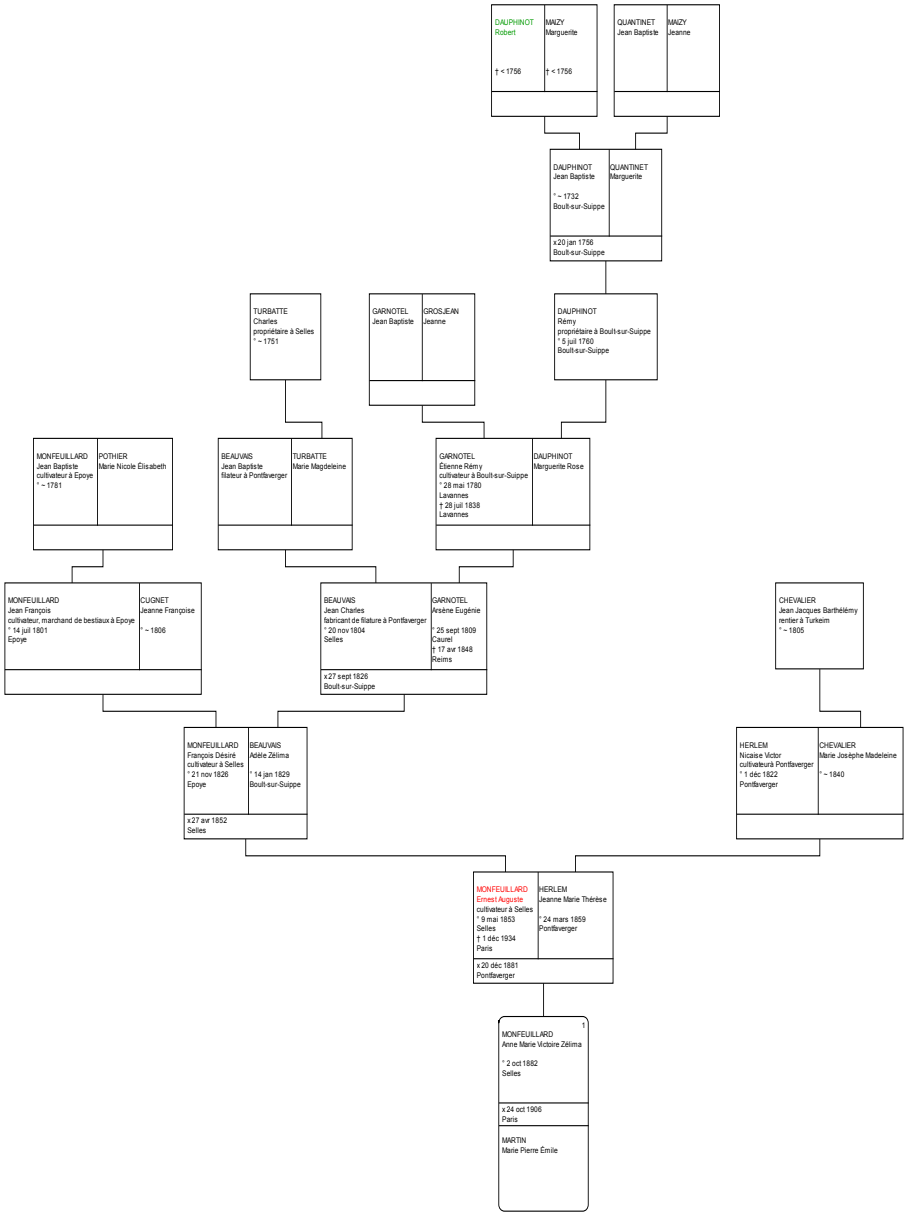
Une grande majorité des parlementaires élus sont donc des locaux. Sur l'ensemble de la Troisième République, ces parlementaires ont eu une tendance à cumuler les mandats politiques nationaux avec des implications politiques locales. Ainsi, 20 % d'entre eux ont été maire d'une commune rurale pour une durée moyenne de 32 ans et 4 mois, 30 % ont été maire d'une ville de plus de 2 000 habitants pour une durée moyenne de 9 ans et 11 mois, 18 % d'entre eux ont été conseillers d'arrondissement pour une durée moyenne de 9 ans et 7 mois, alors que 60 % ont siégé au Conseil général de la Marne pendant 21 ans et 6 mois ; la durée moyenne du mandat de parlementaire s'établissant à 13 ans et 10 mois.

Les candidats insistent donc sur ces aspects dans leurs affiches électorales. Ainsi Ernest Monfeuillard, député sortant en 1902 dit clairement : « Vous savez qui je suis. Cultivateur et viticulteur champenois, j'ai toujours vécu au milieu de vous et je connais vos besoins » alors qu'en 1893, il insistait davantage sur son implication dans les rouages locaux de la politique et de la vie économique :

« E.Monfeuillart
candidat républicain
cultivateur – Maire de Selles
Conseiller Général
Vice-Président de l'Association Agricole
et Viticole de la Marne
Chevalier du Mérite agricole »

"Ernest" Auguste Monfeuillard est en le candidat-type pour représenter le département de la Marne. Cultivateur et viticulteur, propriétaire foncier d'importance, tant et si bien qu'il passe la fin de sa vie non pas à Selles, son village natal situé à quelques kilomètres au nord-est de Reims, mais partage son temps entre son hôtel particulier du boulevard de la Paix à Reims et sa résidence du 25 de l'avenue Rapp à Paris. Sa famille est installée de longue date dans le canton de Beine et y est bien possessionnée. Maire de Selles (1889-1929), conseiller d'arrondissement du canton de Beine (1886-1890), conseiller général du canton de Beine (1890-1928), député de la Marne (1898-1906) et sénateur de la Marne (1906-1932), Ernest Monfeuillard est en parenté, assez éloignée par l'intermédiaire de Robert Dauphinot, avec l'industriel rémois Jean "Simon" Dauphinot, maire de Reims (1868-1871), député de la Marne (1871-1876) et sénateur de la Marne (1876-1886).

La visibilité du candidat et de sa famille dans la circonscription d'élection joue de fait un rôle indéniable dans les chances du candidat à passer du stade de candidat à celui d'élu, et l'argumentaire développé dans les affiches électorales s'en ressent puisque presque tous les élus (90 %) insistent sur cette implantation locale : qu'elle soit familiale, économique ou du ressort de la responsabilité politique (mandats politiques locaux). Aussi, n'est-il pas étonnant qui certains candidats insistent sur cet argument quand les différences politiques sont faibles ou quand les idées politiques exprimées par le candidat ne sont pas en relation avec le vote traditionnel de la circonscription. Ainsi Paul Perroche, annonçant son retrait de la politique en 1910, soutient le candidat Jean Ledreux et en dresse un véritable pedigree, invoquant les qualités indéniables de ses aïeux, parents et oncles qui semblent rejaillir de fait sur le candidat présenté.


DAUPHINOT
Robert
† < 1756
MAIZY
Marguerite
† < 1756
QUANTINET
Jean Baptiste
MAIZY
Jeanne
DAUPHINOT
Jean Baptiste
* ~ 1732
Boult-sur-Suippe
QUANTINET
Marguerite
x 20 jan 1756
Boult-sur-Suippe
TURBATTE
Charles
propriétaire à Selles
* ~ 1751
GARNOTEL
Jean Baptiste
GROSJEAN
Jeanne
DAUPHINOT
Rémy
propriétaire à Boult-sur-Suippe
* 5 juil 1760
Boult-sur-Suippe
MONFEUILLARD
Jean Baptiste
cultivateur à Epoye
* ~ 1781
POTHIER
Marie Nicole Élisabeth
BEAUVAIS
Jean Baptiste
filateur à Pontfaverger
TURBATTE
Marie Magdeleine
GARNOTEL
Étienne Rémy
cultivateur à Boult-sur-Suippe
* 28 mai 1780
Lavannes
† 28 juil 1838
Lavannes
DAUPHINOT
Marguerite Rose
MONFEUILLARD
Jean François
cultivateur, marchand de bestiaux à Epoye
* 14 juil 1801
Epoye
CUGNET
Jeanne Françoise
* ~ 1806
BEAUVAIS
Jean Charles
fabricant de filature à Pontfaverger
* 20 nov 1804
Selles
GARNOTEL
Arsène Eugénie
* 25 sept 1809
Caurel
† 17 avr 1848
Reims
x 27 sept 1826
Boult-sur-Suippe
CHEVALIER
Jean Jacques Barthélémy
rentier à Turkeim
* ~ 1805
MONFEUILLARD
François Désiré
cultivateur à Selles
* 21 nov 1826
Epoye
BEAUVAIS
Adèle Zélima
* 14 jan 1829
Boult-sur-Suippe
x 27 avr 1852
Selles
HERLEM
Nicaise Victor
cultivateurà Pontfaverger
* 1 déc 1822
Pontfaverger
CHEVALIER
Marie Joséphe Madeleine
* ~ 1840
MONFEUILLARD
Ernest Auguste
cultivateur à Selles
* 9 mai 1853
Selles
† 1 déc 1934
Paris
HERLEM
Jeanne Marie Thérèse
* 24 mars 1859
Pontfaverger
x 20 déc 1881
Pontfaverger
1
MONFEUILLARD
Anne Marie Victoire Zélima
* 2 oct 1882
Selles
x 24 oct 1906
Paris
MARTIN
Marie Pierre Émile

> « Faut-il, en terminant, rappeler les titres et la situation de famille de M. Jean Ledreux ? Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, lieutenant de réserve au 79e régiment d'infanterie, M. Ledreux appartient à une vieille famille de Vitry qui mérite l'estime de tous. Son grand-père paternel, M. Évariste Ledreux, qui fut notaire à Vitry, jouissait auprès de ses confrères et de ses clients d'une réputation incontestée d'intégrité et de science professionnelle. Son grand-père, M. le docteur Valentin, mourut épuisé par les fatigues qu'il eut à supporter comme premier adjoint de la ville de Vitry pendant l'invasion de 1870. Son père, M. René Ledreux, ancien avoué à Vitry, lieutenant de Mobiles, fut fait prisonnier à Passavant et contracta pendant sa captivité le germe de la maladie qui l'emporta quelques années plus tard. Son oncle maternel, M. le docteur Vast, fut un des hommes les plus populaires de Vitry. Son oncle paternel, enfin, M. Ledreux, qui fut percepteur à Drosnay, n'a laissé que des amis dans le pays[1] ».

Cette invocation directe de l'ascendance du candidat est pratique courante, mais n'est pas toujours aussi clairement inscrite dans les professions de foi. Le nom de famille suffit bien souvent au candidat pour rappeler sa filiation directe ou indirecte, son inscription dans un groupe de sociabilité, si ce n'est un groupe de notabilité.

II. Des notabilités ancrées

Il en est ainsi de ceux qui profitent de leur patronyme pour incarner une continuité en politique et ainsi accéder au Parlement. Il convient néanmoins parmi ceux-ci de différencier deux cas de figure ; le premier voit la continuité au sein même du Parlement en ce sens que père et fils ont siéger dans l'une ou l'autre des assemblées, le second permet l'arrivée dans le Parlement d'un nouveau patronyme alors que le candidat s'appuie sur la réputation d'élu local de son père. Cette seconde situation se présente pour environ 10 % des parlementaires marnais de la Troisième République.

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 731.

“Pierre” Eugène Gustave Forgeot, élu député en 1914, fils de Célestin “Gustave” Forgeot, négociant en bonneterie à Anglure, maire de cette commune depuis 16 ans, conseiller général du canton depuis 15 ans, après avoir tenu le poste de conseiller d’arrondissement pendant quatre années consécutives, en fait partie. La renommée de son père dans l’arrondissement n’est sans doute en rien étranger à son élection, d’autant que celle-ci intervient très tôt dans la carrière du jeune homme qui est élu à l’âge de 26 ans. Aussi incroyable que cela puisse paraître il devient même député de la Marne treize ans avant de devenir maire de sa commune d’Anglure en 1927.

Étienne Peignot devient député de la Marne à l’âge de 28 ans en 1899, en remplacement d’Ernest Vallé alors élu sénateur. Étienne Peignot souligne, très nettement dans une affiche électorale qu’il fait placarder au cours de la campagne précédent le 5 février 1899, son implantation locale et sa filiation avec Émile Eugène Peignot, maire de Marcilly-sur-Seine de 1881 à 1896, conseiller d’arrondissement de 1889 à 1895 et conseiller général de 1895 au 6 juillet 1896, date de son décès :

> « Originaire de l’arrondissement d’Epernay, j’appartiens à une famille de souche Champenoise très ancienne qui a toujours habité et habite encore pendant toute l’année l’arrondissement. Mon père a été Conseiller général du canton d’Anglure. (…) Les idées que mon père a professées jusqu’à sa mort [intervenue en cours de mandat en 1896], je les ai toujours partagées[1] ».

Paul Coutant, adversaire d’Étienne Peignot, pointe du doigt ce qu’il considère être l’accaparement d’un siège électoral par un groupe de sociabilité regroupé autour d’Ernest Vallé, président du Conseil général de la Marne dont il est membre depuis 1887, député de la Marne (1889-1898), sénateur depuis lors et ministre à plusieurs reprises et « qui prétend traiter l’arrondissement d’Epernay comme son fief électoral[2] ».

En tout état de cause, ces deux exemples montrent que l’accès au Parlement peut se faire grâce à la très grande présence du père dans les rouages politiques locaux au sein desquels ce dernier a réussi à se forger une réputation solide et ainsi se constituer, proroger ou augmenter des réseaux de sociabilité personnels et/ou familiaux. Dès

---

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 472.
[2] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 474.

lors la notabilité nécessaire pour remporter l'élection législative ou sénatoriale n'est pas un qualificatif personnel mais familial, d'où l'importance de cette implantation locale examinée précédemment. La notabilité n'est pas un épiphénomène ponctuel mais se construit de génération en génération, elle est à l'image de l'humanité, et plus précisément de l'association humaine, décrite par Léon Bourgeois dans *Solidarité*.[1] Ce précepte est très largement appliqué par ceux usant de la renommée de leur père dans la politique locale pour accéder à la politique nationale et ainsi faire entrer la famille dans le panthéon parlementaire. En effet, par l'entrée au Parlement la famille accède à un nouveau statut et le député n'est pas le conseiller général et encore moins le conseiller d'arrondissement. Le prestige de la fonction et le respect dû au personnage ne sont pas du même ordre. Aussi, c'est à une véritable promotion, une ascension en notabilité à laquelle nous assistons et une ouverture des horizons. En effet, si 65 % des 26 épouses, dont nous connaissons avec certitude la provenance géographique, sont nées dans le département de la Marne, les conjoints des enfants des parlementaires sont rarement des Marnais. Sur les treize cas pour lesquels nous possédons des renseignements assurés, dix (soit 77 % environ) attestent que les enfants de parlementaires vont chercher leur conjoint en dehors du département d'élection de leur père.

Il est rare que le fils d'un parlementaire devienne lui-même parlementaire sous la Troisième République et le cas ne se présente qu'une seule fois pour le département de la Marne : Alfred Margaine (1870-1953), député de la Marne de 1910 à 1940 – un des quatre-vingt parlementaires à avoir voté contre les « tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous la signature et l'autorité du maréchal Pétain… » – sous-secrétaire d'État à la Guerre (10/06/1914-13/06/1914), sous-secrétaire d'État aux Travaux Publics (03/06/1932-14/12/1932), est le fils d'Henri "Camille" Margaine (1829-1893), député de la Marne (1871-1888), questeur à la Chambre des Députés, sénateur de la Marne (1888-1893). Alfred Margaine se présente dans la même circonscription que son père et jouit ainsi de sa réputation et de son crédit avant de se forger lui-même une place de choix ; sinon comment aurait-il pu être ainsi réélu de 1910 à 1940 ? Néanmoins, c'est en partie grâce à cette filiation qu'il se fait élire en 1910 et ses arguments sont, sur ce point, explicites. Alfred Margaine par

[1] Léon Bourgeois, *Solidarité*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, collection « Sociologie », 1998, p. 45.

l'intermédiaire de son comité de soutien fait campagne contre son adversaire sur ce sujet de l'implantation locale, comme de nombreux autres certes, mais il obtient de plus l'appui de Léon Bourgeois. Alfred Margaine fait reproduire et placarder la lettre qu'il a reçue de lui et dans laquelle le sénateur dit : « C'est à son école que vous vous êtes préparé à la vie publique et déjà, par votre expérience des affaires et par l'interdépendance de votre caractère vous avez, après lui, marqué votre place dans ce Conseil général de la Marne dont il fut longtemps le président aimé et respecté[1] ».

La figure tutélaire du père est dans cet extrait de la lettre de Léon Bourgeois évidente et le fait que le candidat Margaine le fasse reproduire et diffuser prouve qu'il considère cet aspect comme primordial dans son argumentaire de campagne électorale. Pourtant, il est difficile de dire dans ces conditions que l'arrondissement de Sainte-Menehould est considéré par la famille Margaine comme un fief électoral où leur seule candidature serait légitime. En effet, Camille Margaine décède en 1893 alors que son fils n'accède aux affaires publiques qu'en 1907 lors de son entrée au Conseil général de la Marne pour le canton de Ville-sur-Tourbe et ne devient député qu'en 1910. Certes, il est alors âgé de seulement trente ans, mais à l'image de Pierre Forgeot, quelques années plus tard, élu à l'âge de 26 ans, Alfred Margaine aurait légalement pu se présenter aux élections législatives de 1906. Néanmoins, Alfred Margaine représente une continuité, pour son arrondissement bien entendu, mais pour sa famille également.

Il existe donc une certaine continuité dans les élections de parlementaires de la Marne, et cette continuité fait relativement fi des changements constitutionnels. Nous le voyons par l'intermédiaire du cas de la famille Margaine puisque Henri "Camille" est élu conseiller général sous le Second Empire (1866-1893) et est nommé maire de la commune de Sainte-Menehould par les services préfectoraux de l'empereur (1867-1874 et 1876-1883). Cependant, il est des cas où cette transversalité est encore plus flagrante et en quelque sorte plus importante puisque l'individu central considéré n'est pas seulement maire ou conseiller général mais député au Corps législatif. Mathieu "Édouard" Werlé (1801-1884) est en effet maire de Reims (1852-1868), conseiller général (1852-1870), député au Corps législatif de

[1] Archives Départementales de la Marne, Aff. El. V 701.

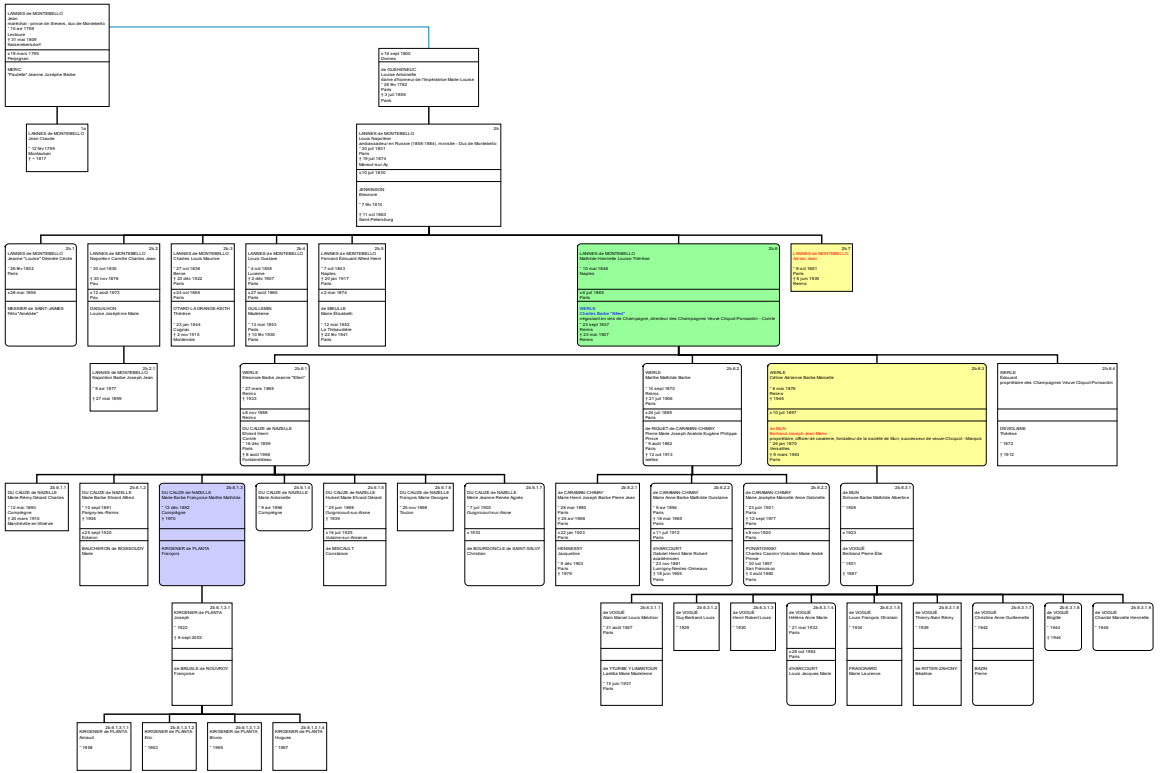
(1862-1870).[1] Il effectue donc l'ensemble de sa carrière politique sous le Second Empire et Sedan marque pour lui, originaire de Prusse, la fin de tout engagement possible en politique. Néanmoins, celui-ci se prolonge par l'intermédiaire de son réseau de sociabilité intrafamilial, la famille étant ici considérée dans un sens large et finalement très proche de celui de *Sippe*, groupe de parenté propre à l'aristocratie qui rassemble plusieurs familles liées entre elles par les liens du sang, de l'alliance et de l'amitié, concept développé pour les relations familiales dans le contexte mérovingien et carolingien par Régine Le Jan[2].

En effet, si nous étudions la descendance du maréchal Jean Lannes de Montebello, prince de Sievers, nous y voyons des liens directs avec Édouard Werlé, beau-père de Mathilde Henriette Louise Thérèse Lannes de Montebello, sœur d'Adrien Jean Lannes de Montebello (1851-1935), député de la Marne (1893-1906 et 1910-1914). Cette dernière est l'épouse de Charles Barbe "Alfred" Werlé (1837-1907) mais également, par l'intermédiaire de sa fille Céline Adrienne Barbe "Marcelle" Werlé (1876-1945) la belle-mère de "Bertrand" Joseph Jean Marie de Mun (1870-1963), député de la Marne (1914-1919 et 1924-1928), fils du célèbre député du Morbihan (1876-1893) et du Finistère (1893-1919) et membre de l'Académie "Albert" Adrien Marie de Mun (1841-1914).

---

[1] Éric Anceau, *Les Députés du Second Empire. Prosopographie d'une élite du XIXe siècle*, Paris, Honoré Champion, 2000.

[2] Régine Le Jan, *Famille et pouvoir dans le monde franc (VIIe-Xe siècles). Essai d'anthropologie sociale*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1995.


LANNES de MONTEBELLO
Jean
maréchal - prince de Siverec, duc de Montebello
* 11 mai 1769
Lectoure
† 31 mai 1809
Aspern-essling-bef
x 18 mars 1793
Perpignan
MERIC
"Rosalie" Jeanne Josèphe Barbe
74
LANNES de MONTEBELLO
Jean Claude
* 12 fev 1799
Lectoure
† – 1877
x 15 sept 1800
Dunkerque
de DURFORNEUC
Louise Antoinette
dame d'honneur de l'Impératrice Marie-Louise
* 26 fev 1782
Paris
† 3 jui 1856
Paris
24
LANNES de MONTEBELLO
Louis Napoléon
ambassadeur en Russie (1858-1864), ministre - Duc de Montebello
* 30 jui 1801
Paris
† 16 jui 1874
Mérouf-sur-Ay
x 19 jui 1830
JENNISON
Rosanne
* 7 fev 1810
† 11 oct 1863
Saint-Pétersburg
29.1
LANNES de MONTEBELLO
Jeanne "Louise" Désirée Cécile
* 26 fev 1852
Paris
x 26 mai 1896
MISSIER de SAINT-JAMES
Hilry "Annette"
29.2
LANNES de MONTEBELLO
Napoléon Camille Charles Jean
* 30 aout 1835
† 30 nov 1876
Pau
x 14 aout 1872
Pau
DAGUILHON
Louise Josèphine Marie
29.2.1
LANNES de MONTEBELLO
Napoléon Barbe Joseph Jean
* 9 aur 1877
† 27 mai 1899
29.3
LANNES de MONTEBELLO
Charles Louis Maurice
* 27 aout 1836
Berne
† 25 déc 1922
Paris
x 24 oct 1869
Paris
OTWIRO LA GRANGE-KISTIN
Théotiste
* 23 jan 1844
Cognac
† 2 nov 1915
Montendre
29.4
LANNES de MONTEBELLO
Louis Gustave
* 4 oct 1838
Lussiane
† 2 déc 1907
Paris
x 27 août 1868
Paris
GUILLEBRIN
Madeleine
* 13 mai 1853
Paris
† 10 fev 1930
Paris
29.5
LANNES de MONTEBELLO
Fernand Edouard Alfred Henri
* 7 oct 1843
Naples
† 20 jan 1917
Paris
x 2 mai 1874
de MELLIE
Marie Elisabeth
* 12 mai 1852
La Tribaudière
† 22 fev 1941
Paris
29.6
LANNES de MONTEBELLO
Napoléon Barbe Marie Joseph
* 26 jui 1846
Naples
† 9 mai 1901
Paris
x 9 jui 1868
Paris
MERLE
Claudine Barbe "Alice"
négociant en vins de Champagne, directeur des Champagnes Veuve Clicquot-Ponsardin - Comte
* 23 aout 1847
Reims
† 20 mai 1927
Reims
29.7
LANNES de MONTEBELLO
Victor Jean
* 9 oct 1851
Pau
† 8 jan 1938
Reims
29.6.1
MERLE
Blanche Barbe Jeanne "Ellen"
* 27 mars 1869
Reims
† 1933
x 8 nov 1898
Reims
DU CALZE de NAZELLE
Gaston Henri
Comte
* 16 déc 1859
Paris
† 8 aout 1918
Fontainebleau
29.6.2
MERLE
Marthe Mathilde Barbe
* 10 sept 1870
Reims
† 27 jui 1956
Paris
x 26 jui 1893
Paris
de ROUET de CARAMAN-CHIMAY
Marie Marie Joseph Avalon Eugène Philippe Prince
* 9 août 1862
Paris
† 12 aout 1913
Lettre
29.6.3
MERLE
Céline Adrienne Barbe Marcelle
* 6 mai 1876
Reims
† 1948
x 10 jui 1897
de MUN
Bertrand Joseph Jean Marie
propriétaire, officier de cavalerie, fondateur de la société de Mun, successeur de veuve Clicquot - Marquis
* 24 jan 1870
Kerlaudy
† 9 mars 1950
Paris
29.6.4
MERLE
Bernard
propriétaire des Champagnes Veuve Clicquot-Ponsardin
DEVOLAINE
Renée
* 1872
† 1912
29.6.1.1
DU CALZE de NAZELLE
Marie Rémy Gérard Charles
* 12 mai 1890
Compiègne
† 8 déc 1916
Mondrainville en Bréal-sur
29.6.1.2
DU CALZE de NAZELLE
Marie Barbe Edouard Alfred
* 10 sept 1891
Pargny-les-Reims
† 1920
x 25 sept 1920
Ecouen
BAUCHERON de BOISSOUDY
Marie
29.6.1.3
DU CALZE de NAZELLE
Marie Barbe Françoise Mathilde Mathilde
* 30 déc 1892
Compiègne
† 1970
KIRGENER de PLANTA
François
29.6.1.4
DU CALZE de NAZELLE
Marie Antoinette
* 8 avr 1896
Compiègne
29.6.1.5
DU CALZE de NAZELLE
Hubert Marie Ernest Gérard
* 25 jun 1898
Guignicourt-sur-Aisne
† 1939
x 16 jui 1926
Vieille-sur-Aisne
de MERCALLY
Constance
29.6.1.6
DU CALZE de NAZELLE
François Marie Georges
* 26 nov 1899
Toulon
29.6.1.7
DU CALZE de NAZELLE
Marie Jeanne Renée Agnès
* 7 jui 1903
Guignicourt-sur-Aisne
x 1930
de BOURDONCLE de SAINT-SAUVY
Christian
29.6.2.1
de CARAMAN-CHIMAY
Marie Henri Joseph Barbe Pierre Jean
* 28 aout 1860
Paris
† 25 avr 1908
Paris
x 22 jan 1923
Paris
HENNESSY
Jacqueline
* 4 déc 1903
Paris
† 1979
29.6.2.2
de CARAMAN-CHIMAY
Marie Anne Barbe Mathilde Gustavine
* 6 avr 1866
Paris
† 18 aout 1965
Paris
x 11 jui 1912
Paris
JOURCOURT
Gabriel Henri Marie Robert
académicien
* 25 nov 1881
Lunéville-Nancies Cirneaux
† 20 jui 1965
Paris
29.6.2.3
de CARAMAN-CHIMAY
Marie Joséphine Marcelle Anne Gabrielle
* 23 jan 1867
Paris
† 5 sept 1927
Paris
x 8 nov 1920
Paris
PONIATOWSKI
Charles Casimir Vladimir Marie André
Prince
* 30 aut 1887
San Francisco
† 20 aout 1960
Paris
29.6.3.1
de MUN
Simone Barbe Mathilde Albertine
* 1909
x 1933
de VOGUÉ
Bertrand Pierre Elie
* 1901
† 1987
29.6.1.1.1
KIRGENER de PLANTA
Joseph
* 1922
† 8 sept 2003
de BRUSLE de ROUVROY
Françoise
29.6.1.1.1.1
KIRGENER de PLANTA
Arnaud
* 1936
29.6.1.1.1.2
KIRGENER de PLANTA
Eric
* 1943
29.6.1.1.1.3
KIRGENER de PLANTA
Bruno
* 1948
29.6.1.1.1.4
KIRGENER de PLANTA
Hugues
* 1947
29.6.3.1.1
de VOGUÉ
Alain Marcel Louis Méchior
* 31 aout 1927
Paris
de YTURBE Y LAMATOUR
Lamitta Marie Maxéminne
* 15 jun 1937
Paris
29.6.3.1.2
de VOGUÉ
Guy Bertrand Louis
* 1929
29.6.3.1.3
de VOGUÉ
Henri Robert Louis
* 1930
29.6.3.1.4
de VOGUÉ
Hélène Anne Marie
* 21 mai 1932
Paris
x 28 oct 1954
Paris
JOURCOURT
Louis Jacques Marie
29.6.3.1.5
de VOGUÉ
Louis François Olivier
* 1936
FRADONNAND
Marie Laurence
29.6.3.1.6
de VOGUÉ
Thierry Alain Rémy
* 1939
de RITTER-ZAHONY
Béatrice
29.6.3.1.7
de VOGUÉ
Christine Anne Guillemette
* 1942
BAGIN
Pierre
29.6.3.1.8
de VOGUÉ
Brigitte
* 1944
† 1944
29.6.3.1.9
de VOGUÉ
Chantal Marcelle Henriette
* 1946

La *Sippe* ainsi constituée intègre aussi les de Vogüé, dont quelques membres ont aussi siégé au Palais Bourbon (Léonce Louis Melchior – Cher (1848-1849, 1850-1851 et 1871-1876) ; Melchior – Ardèche (1893-1898) ; Eugène Jacques Joseph Innocent – Ardèche (1815- ?)) et bien installés dans la politique locale ardéchoise et berrichonne, les Poniatowski et les Kirgener de Planta dont l'un des membres, Gustave, fondateur et directeur de la ferme-école située dans le château d'Étoges, est aussi conseiller d'arrondissement du canton de Montmort (1871-1880), oncle de François. Il est aussi à noter que les Kirgener de Planta sont en relation directe avec la famille Bourgeois de Jessaint qui donne à la Marne l'un de ses plus grand préfet.

Par sa femme, Louise Boisseau, Édouard Werlé entre en relation directe avec la famille Roederer, puisque la cousine germaine de Louise Boisseau, Louise Marie Boisseau (1824-1897) épouse Charles Eugène Roederer, frère du conseiller général de la Marne de 1852 à 1861 Louis (1798-1870) et oncle de Louis Roederer (1845-1880), député de la Marne de 1877 à 1878.

Par cet exemple, il est évident que la notabilité accumulée par les générations précédentes rejaillit sur les candidats aux élections législatives et sénatoriales. Issus de grandes familles, souvent très largement possessionnées dans la région et parfois pourvoyeuse d'un nombre important d'emploi, ces candidats outre la notoriété de leur nom et leur notabilité sociale évidente ont aussi les atouts de la réussite : l'éducation et l'argent. Pour eux, pas de scandale des « Quinze-Mille » alors que leurs fortunes s'expriment en millions.

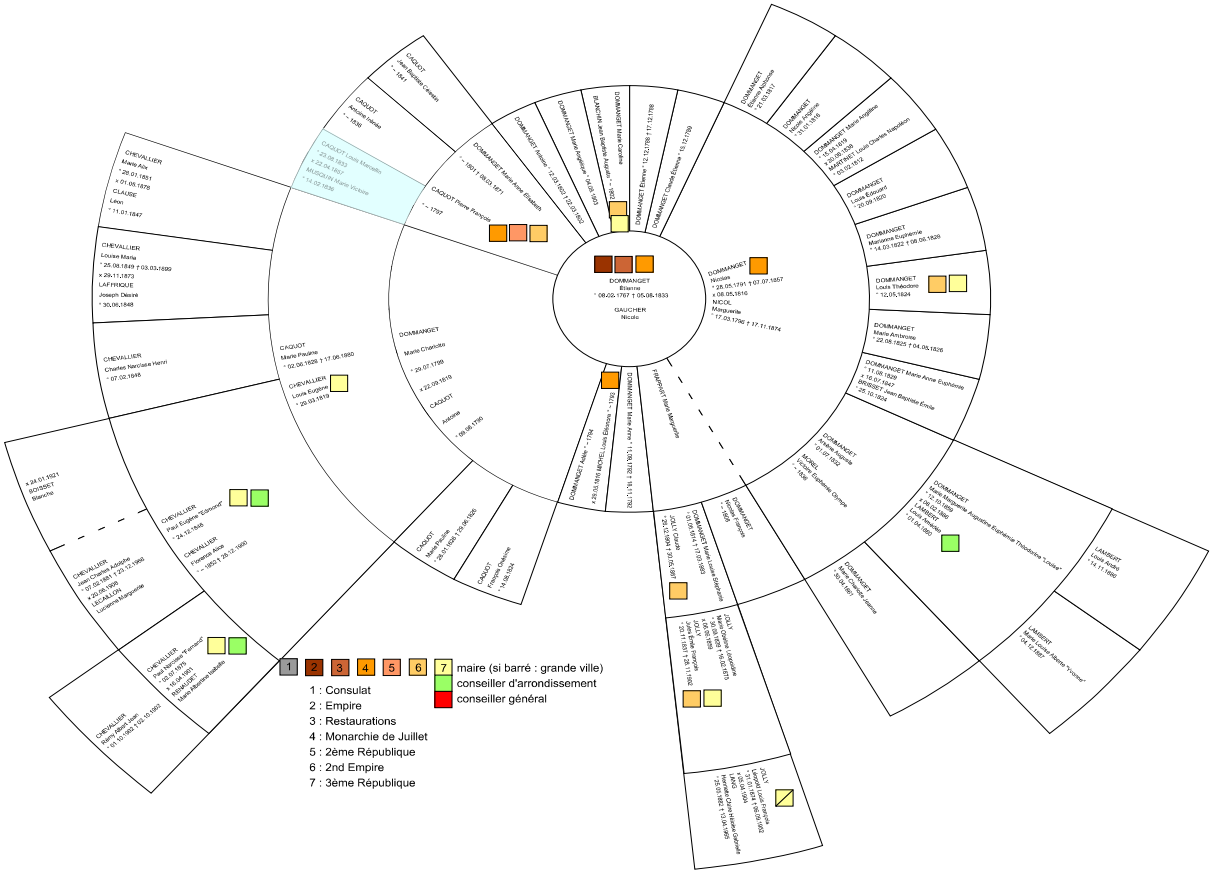
Ces éléments montrent que la notabilité trans-générationnelle s'accommode des bouleversements politiques et des transformations constitutionnelles. Certes, il est sans doute difficile pour une nation de constituer instantanément des élites dirigeantes et la présence dans les rouages politiques des descendants des Barons de l'Empire ou de la noblesse monarchique ne peut pas être une surprise pour ce qui concerne les débuts de la Troisième République, la « République des ducs » comme le souligne, en 1937, Daniel Halévy[1]. Ainsi le renouvellement voulu, souhaité, pressenti par Léon Gambetta en 1876 a des limites, limites imposées par les réseaux de sociabilité népotiques qui s'expriment jusqu'au Parlement. Néanmoins, la principale différence entre parlementaires et élus locaux s'exprime

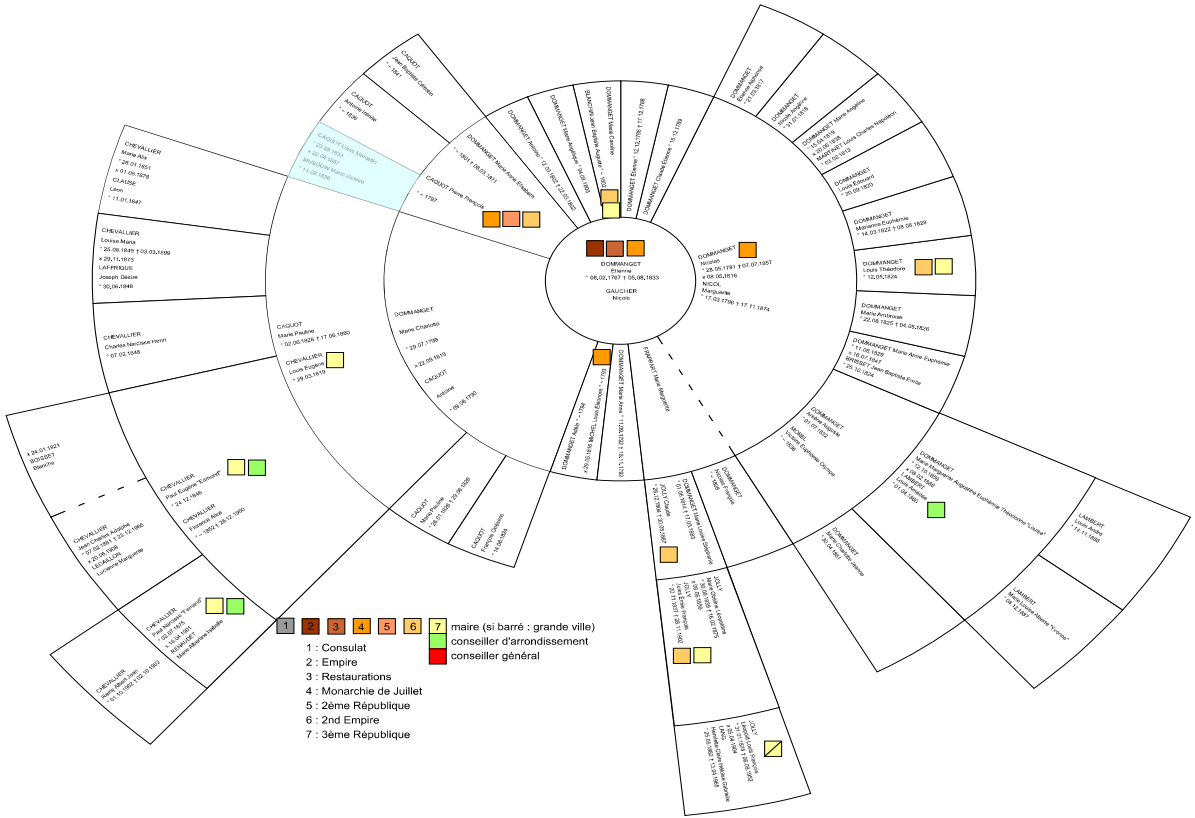
[1] Daniel Halévy, *La République des ducs*, Paris, Bernard Grasset, 1937.

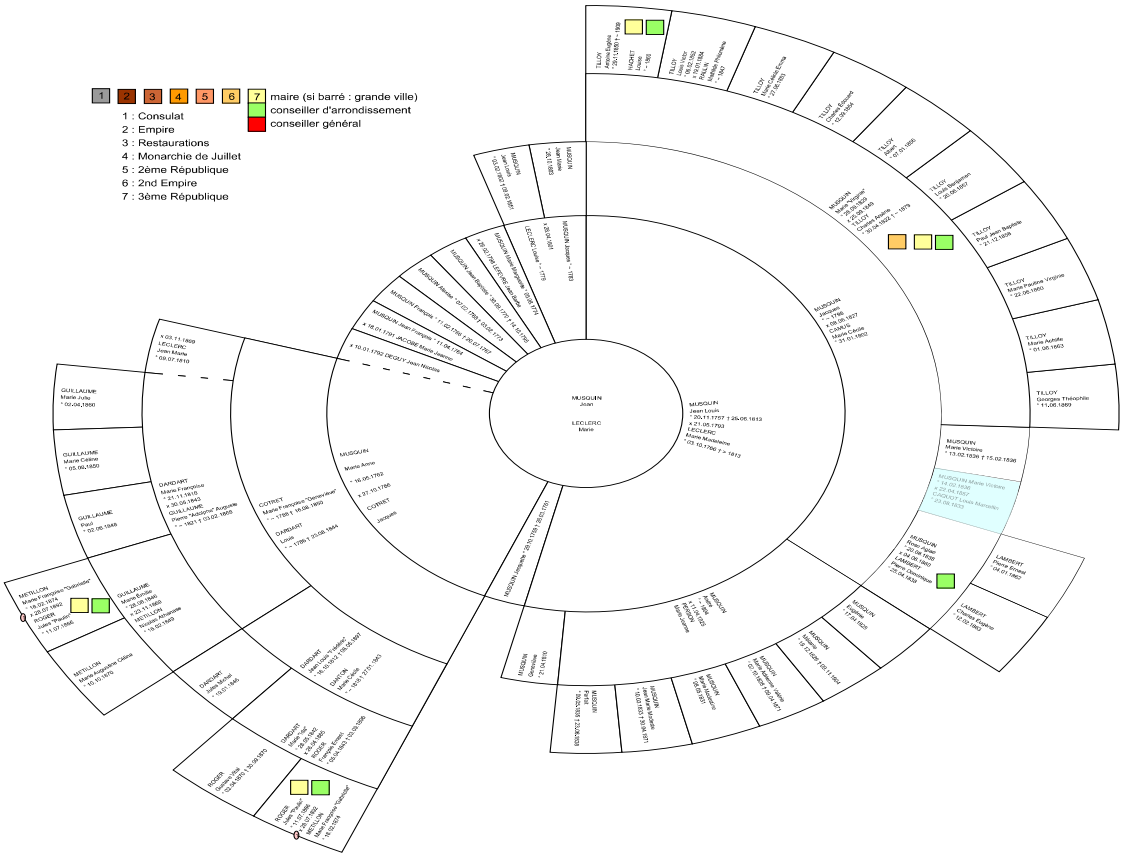
dans la différence d'échelle de l'impact de ces réseaux népotiques sur la constitution des chambres élues.

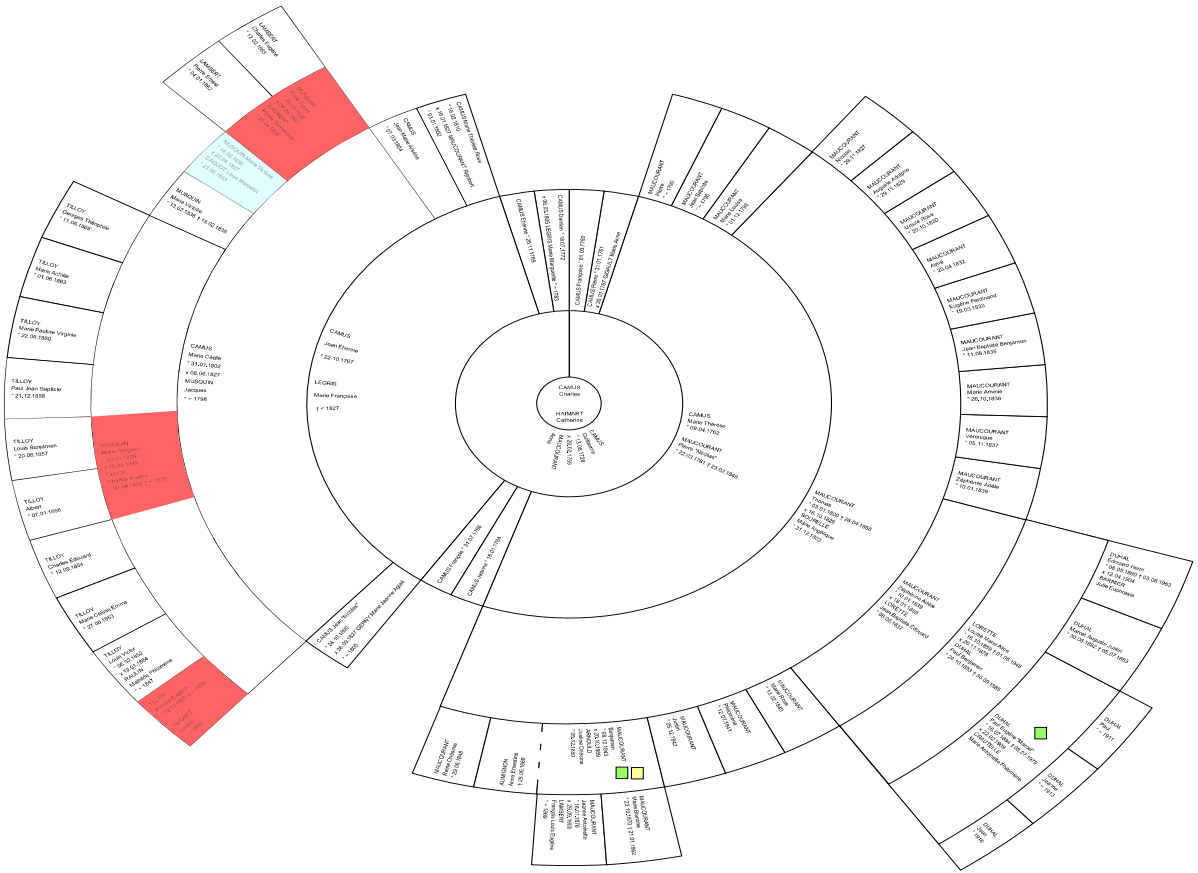
III. Confiscation familiale de la politique locale : une pratique courante

Sans parler de chambres de cousins, il apparaît en réalité que le Conseil général de la Marne et les Conseils d'arrondissement sont parfois l'apanage de quelques familles dans lesquelles des cousins par alliance insufflent leur vision de la politique. Ces pratiques népotiques conduisent à la confiscation d'un siège en particulier ou à la multiplication des sièges détenus concomitamment par une famille large (*Sippe*) grâce aux différentes ramifications. Cela montre que sous la Troisième République dans la Marne l'endogamie est un paramètre à prendre en considération dans l'analyse prosopographique des élus. Pour exprimer ces aspects, nous nous appuierons sur trois exemples précis et trois *Sippen*. Le premier exemple concerne les descendants d'Étienne Dommanget (1767-1833), de Charles Camus et de Jean Musquin, le deuxième les descendants de Vincent Raulin (1689-1770), le dernier ceux de Louis Dauphinot (1696- ?). Là encore, la continuité semble être de mise, puisque ces individus et leurs descendants tiennent une place prépondérante dans les rouages de la politique locale, avec parfois des incursions dans le paysage politique national, et ce quels que soient les régimes politiques alors en place. Nommés par les administrations consulaires, impériales, monarchiques ou républicaines ou élus par leurs concitoyens, les membres de ces familles montrent la pérennité de la notabilité et le lien existant entre cette notabilité et la politique.


DOMMANGET
Etienne
* 08.02.1797 † 05.08.1833
GAUCHER
Nicolas
DOMMANGET Hyacinthe
* 28.05.1791 † 07.07.1857
x 08.05.1816
NICOL
Marguerite
* 17.03.1796 † 17.11.1874
DOMMANGET Etienne * 12.10.1789 † 17.12.1789
DOMMANGET Marie Catherine
BANCON Jean Baptiste Amable * ~ 1805
DOMMANGET Claude Etienne * 15.12.1799
DOMMANGET Etienne * 12.10.1789 † 17.12.1789
DOMMANGET Hélène * 12.02.1807 † 23.03.1852
DOMMANGET Marie Anne Elisabeth
* ~ 1801 † 08.03.1871
CAQUOT Pierre François
* ~ 1797
CAQUOT Louis Marcellin
* 23.08.1852
x 22.01.1867
MUSQUIN Marie Victoire
* 14.02.1838
CAQUOT
Antoine Valerie
* ~ 1826
CAQUOT
Jean Baptiste Casimir
* ~ 1847
CHEVALLIER
Louise Marie
* 25.08.1849 † 03.03.1899
x 29.11.1873
LAFFRIQUE
Joseph Désiré
* 30.06.1848
CHEVALLIER
Charles Narcisse Henri
* 07.02.1849
CHEVALLIER
Marie Aline
* 26.01.1851
x 01.06.1876
CLAUSSE
Léon
* 11.01.1847
CAQUOT
Marie Pauline
* 02.06.1828 † 17.06.1860
CHEVALLIER
Louis Eugène
* 29.06.1819
DOMMANGET
Marie Charlotte
* 29.07.1799
x 22.09.1818
CAQUOT
Antoine
* 09.06.1795
CAQUOT
Marie Eugénie
* 25.01.1861 † 29.06.1926
CAQUOT
Frédéric Octave
* 14.06.1824
DOMMANGET Adèle * ~ 1794
DOMMANGET Marie Anne * 11.06.1792 † 16.11.1792
x 25.03.1816 MICHEL Louis Etienne * ~ 1790
FAGRON Marie Marguerite
DOMMANGET
Marie Angélique
* 1805
DOMMANGET Hyacinthe Louis Stanislas
* 01.08.1831 † 13.03.1863
CALLY Louis
* 20.11.1864 † 29.05.1897
CALLY Claude Hyacinthe
* 30.08.1859
x 01.02.1881
CALLY Marie Clémence Angélique
* 30.04.1882
CALLY Marie Angélique
* 30.04.1882
DOMMANGET
Eugénie Adélaïde
* 14.02.1860
x 01.04.1882
LAFRIQUE
Louis Alfred
* 01.04.1860
DOMMANGET
Marie Angélique Augustine Eugénie Eugénie Théodorine "Louise"
* 14.12.1866
LAMBERT
Louis Rodrig
* 14.11.1886
LAMBERT
Marie Angélique Marie "Yvonne"
* 24.12.1892
DOMMANGET
Marie Anne Euphémie
* 11.08.1829
x 14.07.1847
BARBIER
Jean Baptiste Emile
* 05.10.1824
DOMMANGET
Marie Ambroisie
* 22.08.1825 † 04.05.1826
DOMMANGET
Marianne Euphémie
* 14.03.1822 † 05.06.1826
DOMMANGET
Louis Théodorio
* 12.05.1824
DOMMANGET
Louis Edmond
* 20.09.1820
DOMMANGET Marie Angélique Euphémie Théodorine
* 15.05.1818
DOMMANGET
Marie Angélique
* 01.01.1802
MOREL
* ~ 1806
DOMMANGET Marie Angélique
* 30.09.1809
x 30.09.1829
JOLLY
Jean Baptiste
* 01.11.1801 † 28.11.1860
CHEVALLIER
Louis Eugène Edmond
* 24.12.1848
CHEVALLIER
Fréderic Alfa
* ~ 1852 † 28.12.1860
CHEVALLIER
Jean Charles Adolphe
* 27.05.1881 † 21.12.1960
x 20.06.1908
LEGALLOIS
Lucienne Marguerite
CHEVALLIER
Jean Baptiste Fernand
* 02.07.1879
x 04.04.1901
BUSNACHE
Marie Rémine Isabelle
CHEVALLIER
Jean Baptiste
* 01.01.1882 † 02.03.1957
x 24.01.1921
BUSNACHE
Blanche
1 : Consulat
2 : Empire
3 : Restaurations
4 : Monarchie de Juillet
5 : 2ème République
6 : 2nd Empire
7 : 3ème République
maire (si barré : grande ville)
conseiller d'arrondissement
conseiller général

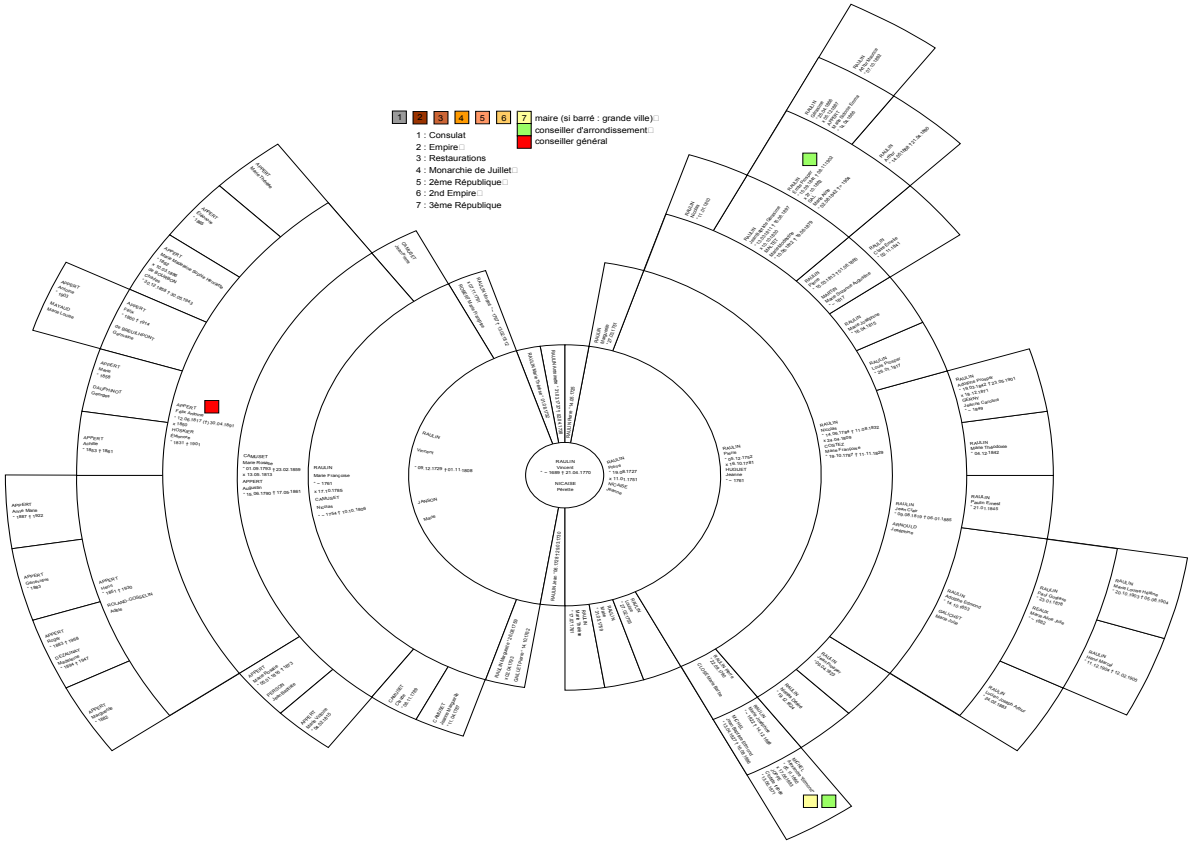

DOMMANGET
Etienne
* 05.02.1767 † 05.08.1833
GAUCHER
Nicole
DOMMANGET
Nicolas
* 26.09.1791 † 07.07.1857
x 08.05.1816
NICOL
Marguerite
* 17.03.1796 † 17.11.1874
DOMMANGET Etienne * 12.03.1795 † 17.12.1798
DOMMANGET Claude-Etienne * 14.12.1799
DOMMANGET Etienne
* 1.01.1818
DOMMANGET Nicolas
* 1.01.1819
DOMMANGET Marie Eugénie
* 3.06.1820
x 24.01.1842 Louis Charles Napoléon
DOMMANGET
Louis Edmond
* 20.04.1825
DOMMANGET
Marianne Euphémie
* 14.03.1822 † 08.06.1829
DOMMANGET
Louis Théodore
* 12.05.1824
DOMMANGET
Marie Ambroise
* 22.08.1825 † 08.05.1826
DOMMANGET Marie Anne Euphémie
* 11.06.1827
† 18.07.1847
MARMIER
Jean Baptiste Emile
* 25.12.1824
FRIPPIOT Marie Marguerite
DOMMANGET Marie Anne * 1.08.1792 † 15.11.1792
DOMMANGET Anne * 1.1794
DOMMANGET Marie Claude
* 10.01.1814 † 17.01.1843
DOMMANGET Marie Louise Désirée
* 10.08.1815
DOMMANGET
Marie Eugénie
* 1.08.1817
DOMMANGET
Marie Euphémie Clémence
* 1.08.1821
DOMMANGET Augustine Euphémie "Trésorière" "Cadet"
* 18.07.1825
x 1.08.1847
COLLOT
Jean Claude Hippolyte
* 30.04.1821
LAMBERT
Louis André
* 14.11.1826
LAMBERT
Louis Jean Alexis "Frontin"
* 08.12.1827
CAQUOT
Jean Baptiste Cornelin
* - 1841
CAQUOT
Antoine Hippolyte
* - 1830
CAQUOT Louis Marcellin
* 23.06.1833
x 22.04.1857
MUSQUIN Marie Victoire
* 14.02.1836
DOMMANGET Marie Anne Elisabeth
* - 1801 † 06.03.1811
DOMMANGET Antoine * 23.03.1803 † 12.03.1842
DOMMANGET Marie Euphémie * 1806 † 1807
SANCHON Jean Baptiste Augustin * - 1805
CAQUOT Pierre François
* - 1797
DOMMANGET
Marie Charlotte
* 29.07.1799
x 22.09.1819
CAQUOT
Antoine
* 08.08.1790
CAQUOT
Marie Pauline
* 02.06.1828 † 17.06.1880
CHEVALLIER
Louis Eugène
* 26.02.1819
CHEVALLIER
Marie Alix
* 01.06.1851
x 01.06.1879
CLAUSE
Léon
* 11.01.1847
CHEVALLIER
Louise Marie
* 25.06.1849 † 03.03.1899
x 29.11.1873
LAFFRIQUE
Joseph Désiré
* 30.06.1848
CHEVALLIER
Charles Narcisse Henri
* 07.02.1845
CHEVALLIER
Paul Eugène "Edmond"
* 24.12.1846
CHEVALLIER
Florence Alice
* - 1850 † 28.12.1900
CHEVALLIER
Henri Louis Adolphe
* 31.08.1881 † 10.12.1966
x 20.08.1908
COUALLON
Lucienne Marguerite
CHEVALLIER
Henri Emile "Fernand"
* 1.10.1882
x 16.10.1907
BRABANT
Marie Marthe Isabelle
CHEVALLIER
Jeanne Alice
* 12.10.1885 † 02.10.1953
x 24.01.1921
BOUQUET
Maurice
CAQUOT
Marie Pauline
* 26.01.1828 † 20.06.1906
CAQUOT
Eugène Gabriel
* 13.06.1824
1 2 3 4 5 6 7 maire (si barré : grande ville)
conseiller d'arrondissement
conseiller général
1 : Consulat
2 : Empire
3 : Restaurations
4 : Monarchie de Juillet
5 : 2ème République
6 : 2nd Empire
7 : 3ème République


1 2 3 4 5 6 7 maire (si barré : grande ville)
conseiller d'arrondissement
conseiller général
1 : Consulat
2 : Empire
3 : Restaurations
4 : Monarchie de Juillet
5 : 2ème République
6 : 2nd Empire
7 : 3ème République
MUSQUIN
Jean
LECLERC
Marie
MUSQUIN
Jean Louis
* 20.11.1757 † 25.06.1813
x 21.05.1793
LECLERC
Marie Madeleine
* 05.10.1766 † x 1813
MUSQUIN
Marie Anne
* 16.05.1762
x 07.10.1786
COTRET
Jacques
MUSQUIN
Jean Louis
* 20.11.1757 † 25.06.1813
x 21.05.1793
LECLERC
Marie Madeleine
* 05.10.1766 † x 1813
MUSQUIN
Jean Louis
* 20.11.1757 † 25.06.1813
x 21.05.1793
LECLERC
Marie Madeleine
* 05.10.1766 † x 1813
MUSQUIN
Marie Vivienne
* 15.02.1836 † 15.02.1836
MUSQUIN Marie Vivienne
* 15.02.1836
x 22.06.1857
COUDERT Louis Marcellin
* 23.06.1833
LAMBERT
Pierre Ernest
* 04.01.1862
LAMBERT
Clément Eugène
* 23.02.1867
MUSQUIN
Marie Vivienne
* 15.02.1836 † 15.02.1836
MUSQUIN
Jean Louis
* 20.11.1757 † 25.06.1813
x 21.05.1793
LECLERC
Marie Madeleine
* 05.10.1766 † x 1813


CAMUS
Charles
HAMART
Catherine
CAMUS
Jean
LEGRIS
Marie
MUSQUIN
Anne
CAMUS
Jean Etienne
* 22.10.1747
LEGRIS
Marie Françoise
t < 1827
CAMUS
Marie Cécile
* 31.01.1802
+ 08.06.1827
MUSQUIN
Jacques
* ~ 1758
CAMUS
Marie Thérèse
* 08.04.1782
MAUCOURANT
Pierre Nicolas
* 22.03.1781 † 23.02.1849
MAUCOURANT
Jean
* ~ 1750
MAUCOURANT
Marguerite
* ~ 1756
MAUCOURANT
Marie Anne
* 21.11.1758
MAUCOURANT
Anne
* 29.11.1727
MAUCOURANT
Eugène Adolphe
* 21.4.1829
MAUCOURANT
Louis Blaise
* 20.10.1830
MAUCOURANT
Anne
* 20.04.1832
MAUCOURANT
Eugène Ferdinand
* 15.03.1833
MAUCOURANT
Jean Baptiste Benjamin
* 11.08.1835
MAUCOURANT
Marie Amélie
* 26.10.1836
MAUCOURANT
Véronique
* 05.11.1837
MAUCOURANT
Zéphirine Adèle
* 10.01.1839
MAUCOURANT
Pierre
* 18.11.1828 † 28.04.1855
MAUCOURANT
Marie Adélaïde
* 21.12.1830
MAUCOURANT
Marie Antoinette
* 21.12.1832
MAUCOURANT
Marie Adèle
* 13.11.1834
MAUCOURANT
Jean Baptiste Edouard
06.06.1842
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1842
MAUCOURANT
Marie Anne
* 18.12.1842
MAUCOURANT
Marie Antoinette
* 13.12.1843
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1843
MAUCOURANT
Marie Anne
* 13.12.1845
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1846
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1848
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1850
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1852
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1854
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1856
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1858
MAUCOURANT
Jean Baptiste
* 18.12.1860
MAUCOURANT
Jean Baptiste
*

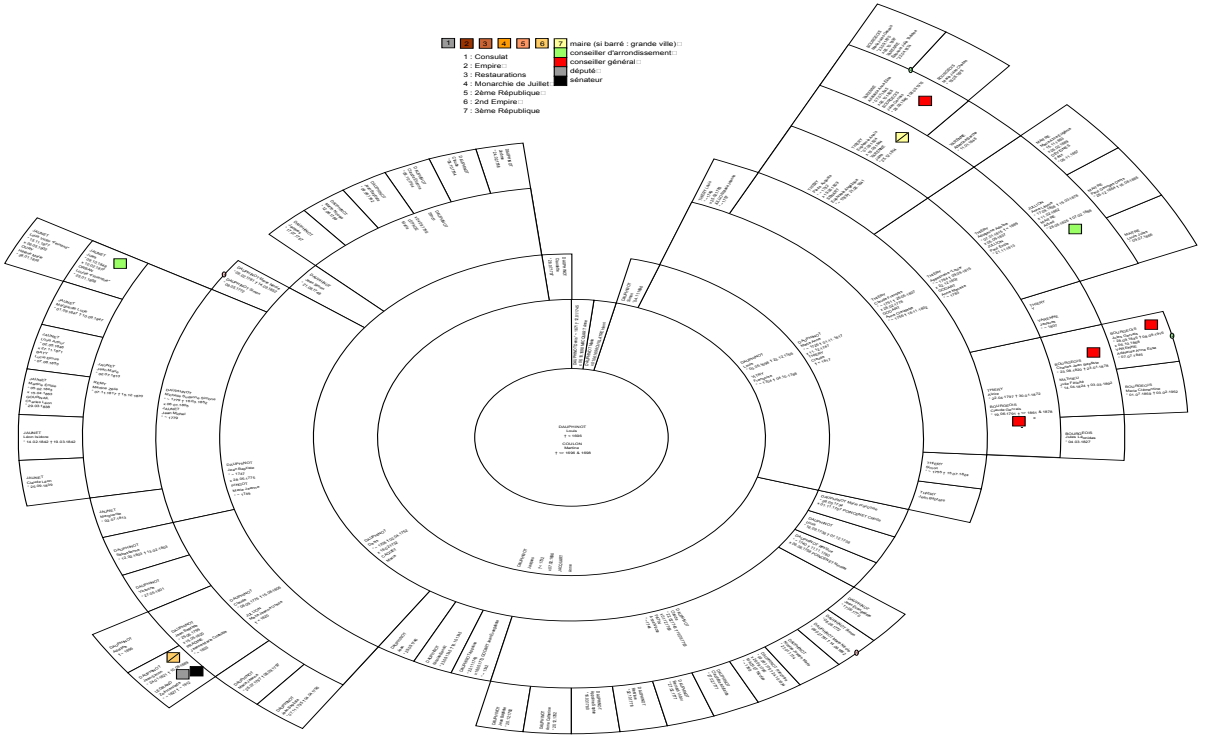
Les différents schémas montrent bien la transversalité chronologique et le peu de cas fait au contexte constitutionnel. Étienne Dommanget est ainsi maire de sa commune de Braux-Saint-Rémy de 1807 à 1833, traversant ainsi Empire, Restaurations et Monarchie de Juillet et seule la mort le contraint à ne pas poursuivre cette activité municipale. Mais le flambeau ne s'éteint pas vraiment puisque celui-ci est immédiatement repris par son gendre Louis Éléonore Michel, maire de 1833 à 1840. Cette commune revient dans le giron familial de 1856 à 1871 alors que Jean Baptiste Auguste Blanchin est maire. La commune de Sivry-sur-Ante est tenue par la famille de 1837 à 1871 par l'intermédiaire de Nicolas Dommanget (1837-1840), de Pierre François Caquot (1840-1865) et de Louis Théodore Dommanget (1865-1871). Il est à noter que par deux fois l'année 1871 marque néanmoins une certaine césure puisque ces communes ne reviendront plus à la famille avant la Seconde Guerre mondiale, mais par des alliances avec d'autres familles, ce sont d'autres communes qui intègrent, parfois très tôt cet héritage : Charmontois-le-Roy de 1865 à 1904 [Claude Jolly (1865-1866), Jules Émile François Jolly (1866-1903) et Léopold Louis François (1903-1904), avant que ce dernier ne soit maire d'Avize de 1935 à 1940], Braux-Sainte-Cohière de 1881 à 1888, de 1896 à 1912 et de 1919 à 1935 [Paul Eugène Edmond Chevallier (1881-1886 et 1896-1912), Louis Eugène Chevallier (1886-1888) et Paul Narcisse Fernand Chevallier (1919-1935)]. Mais le plus important est sans doute la véritable mainmise sur une partie du conseil d'arrondissement de Sainte-Menehould. Celui-ci est composé de trois cantons élisant chacun trois conseillers d'arrondissement et compte donc neuf personnes. Par période ce conseil d'arrondissement compte quatre membres de la *Sippe*, c'est ainsi le cas de 1907 à 1909 quand Paul Eugène Edmond Chevallier (branche Dommanget) est conseiller pour le canton de Sainte-Menehould, Louis Amédée Lambert (branche Dommanget) pour le canton de Dommartin-sur-Yèvre, Benjamen Maucourant (branche Camus) et Antoine Eugène Tilloy (branche Musquin) sont conseillers pour le canton de Ville-sur-Tourbe. Pendant ces deux années, presque la moitié du conseil d'arrondissement est tenu par les membres d'une famille large et peut en quelque sorte décider d'une politique favorable aux affaires familiales, même s'il est vrai que les compétences des conseillers d'arrondissement sont assez peu importantes.

Sans être aussi considérable en nombre d'élus, la descendance de Vincent Raulin montre néanmoins que les aspects endogamiques sont loin d'être négligeables, puisque dans cette descendance nous pouvons recenser deux conseillers d'arrondissement et un conseiller général qui de prime abord, et avant étude approfondie, ne semble pas avoir de liens entre eux ; néanmoins ces liens existent et montre que l'accès aux mandats sous la Troisième République requiert une certaine visibilité, une certaine notabilité dans le canton d'élection et que cette notabilité se transmet, au même titre que les héritages. Dès lors, le mariage est un moyen de s'insérer dans cette notabilité si ce n'est déjà le cas et d'intégrer un réseau de sociabilité nécessaire à l'élection.


1 2 3 4 5 6 7
1 : Consulat
2 : Empire
3 : Restaurations
4 : Monarchie de Juillet
5 : 2ème République
6 : 2nd Empire
7 : 3ème République
maire (si barré : grande ville)
conseiller d'arrondissement
conseiller général
RAULIN
Vincent
~ - 1688 † 21.04.1770
NICAISE
Hélène
RAULIN
Vincent
~ 19.08.1727
+ 11.01.1791
NICAISE
Hélène
RAULIN
Pierre
~ 08.12.1729 † 01.11.1808
RAULIN
Marie Françoise
~ - 1761
+ 17.10.1785
CARQUET
Mathias
~ - 1754 † 15.10.1808
RAULIN
Pierre
~ 08.10.1763
+ 19.08.1727
HUGUET
Marie
~ - 1761
RAULIN
Pierre
~ 08.12.1792
+ 08.10.1793
HUGUET
Marie
~ - 1761
RAULIN
Antoine
~ 19.09.1797 † 1 - 08.1832
+ 04.09.1819
CONTOZ
Marie-Françoise
~ 19.10.1797 † 11 - 11.1829
RAULIN
Claude
~ 11.10.1760
RAULIN
Claude
~ 11.10.1760
RAULIN
Antoine
~ 19.09.1797 † 1 - 08.1832
+ 04.09.1819
CONTOZ
Marie-Françoise
~ 19.10.1797 † 11 - 11.1829

Sont ainsi en parenté, assez éloignée pour certains d'entre eux, Félix Antoine Appert, conseiller général du canton de Dommartin-sur-Yèvre de 1871 à 1891, général et conseiller de différents ministres de la Guerre ; Émile Prosper Raulin, conseiller d'arrondissement du canton de Sainte-Menehould en 1901 et 1902, cultivateur à La Croix-en-Champagne ; Alexandre Edmond Michel, conseiller d'arrondissement de Ville-sur-Tourbe de 1909 à 1934, maire de Vienne-la-Ville de 1904 à 1940, marchand de bois qui épouse le 17 juin 1893 à Saint-Étienne-au-Temple mademoiselle Clotilde Irénée Joppé, arrière petite-fille de Jean Joppé, maire de Saint-Étienne-au-Temple de 1815 à 1816, nièce d'Alexis Adolphe Joppé, maire de la même commune de 1871 à 1876 et nièce de Louis Joppé, notaire, maire de Somsois de 1876 à 1888, conseiller d'arrondissement du canton de Sompuis de 1877 à 1886. Nous pouvons par cet exemple montrer que les dynasties familiales qui se constituent autour du mandat politique sous la Troisième République ne concerne pas, comme dans le cas Dommanget-Musquin-Camus, seulement l'accaparement d'un ou plusieurs siège au sein de la même assemblée, mais couvre parfois de grandes portions du territoire. La descendance Raulin, associée à la famille Joppé compte ainsi quatre élus pour quatre sièges différents et quatre des trente-deux cantons du département, les trois de l'arrondissement de Sainte-Menehould et le canton le plus méridional de l'arrondissement de Vitry-le-François. C'est ainsi tout l'est du département de la Marne qui est concerné par ces ramifications familiales.

Pour ce qui est de l'ascension sociale progressive avec l'augmentation de la notabilité et l'élargissement des réseaux de sociabilité, le cas de la descendance de Louis Dauphinot est assez exemplaire.


1 2 3 4 5 6 7
1 : Consulat
2 : Empire
3 : Restaurations
4 : Monarchie de Juillet
5 : 2ème République
6 : 2nd Empire
7 : 3ème République
maire (si barré : grande ville)
conseiller d'arrondissement
conseiller général
député
sénateur
DAUPHINOT
Jean-Pierre
1 = 1848
COULON
Martine
1 = 1838 & 1848

Dans cette descendance, sept individus ont été élus ou nommés pour intégrer les rouages politiques locaux et nationaux. La présence de plusieurs implexes prouve que l'endogamie familiale est importante, le mariage entre cousins est ainsi fréquent quand il s'agit de maintenir ou d'asseoir une position sociale. Parmi ces sept élus, deux seulement ont des mandats municipaux mais dans des villes de plus de 2 000 habitants. En effet, Jean Simon Dauphinot, industriel-manufacturier dans le secteur des tissus, est maire de Reims de 1868 à 1871 et dirige ainsi la commune la plus peuplée du département alors que Jules Varenne, industriel-filateur, est maire de Suippes de 1871 à 1878. La fille de ce dernier épouse le 6 octobre 1868 à Suippes, Jules Gervais Bourgeois, fils du conseiller général du canton de Suippes de 1866 à 1878, Charles Jean Baptiste Bourgeois et petit-fils de l'ancien conseiller général du canton de Suippes Claude Gervais Bourgeois, propriétaire et marchand, conseiller général de 1833 à 1866. La branche Bourgeois de la descendance Dauphinot occupe donc le poste de conseiller général du canton de Suippes de façon presque ininterrompue de 1833 à 1898, puisque Jules Gervais Bourgeois reprend, à son retour dans la région après avoir été avocat au barreau de Vichy et substitut du procureur près le tribunal civil de Troyes, le siège détenu par son père de 1886 à 1892 et de 1893 à 1898. Ces nominations et élections traversent donc sans encombre les nombreux bouleversements constitutionnels, les revirements politiques subis par la France de la Monarchie de Juillet à la Troisième République.

Les liens familiaux sont ici redoublés puisqu'en sus du mariage Bourgeois-Varenne, il faut voir que l'épouse de Claude Gervais Bourgeois, Alzire Thiery, est la tante par alliance de Jules Varenne, par l'intermédiaire d'Euphémie Anaïs Thiery. Entre également dans la parenté directe, Alfred Maître, notaire à Suippes et conseiller d'arrondissement du canton de 1871 à 1880. De façon plus éloignée, entre dans cette *Sippe* Jean Simon Dauphinot député de la Marne de 1871 à 1876 et sénateur de 1876 à 1886 et Jules Jaunet, marchand de vins à Suippes, conseiller d'arrondissement du canton de 1907 à 1913 qui marque le retour de la famille aux affaires politiques après près de dix ans d'absence. Il convient de noter que le canton de Suippes se choisit des représentants de la famille tant pour le conseil général que pour le conseil d'arrondissement et que les deux sièges à pourvoir sont entre les mains des alliés ci-dessus mentionnés de 1871 à 1878, alors qu'Alfred Maître et Charles Jean Baptiste Bourgeois sont élus. Dans le même temps un de leur cousin éloigné est député de la Marne.

L'impact de la famille dans la conduite des affaires publiques et politiques est, ainsi, loin d'être négligeable.

Cet exemple montre aussi que l'implantation familiale locale joue un rôle prépondérant puisque pour s'intégrer dans un réseau de sociabilité bien établi et reconnu de tous, il est plus aisé d'être de la région (83,8 % des élus de la Marne sont nés dans le département). À l'image des parlementaires, cette implantation locale familiale est un argument de poids utilisé par les candidats aux conseils d'arrondissement ou au conseil général dans les affiches électorales.

Conclusion

Nous avons donc montré que pour les parlementaires et les élus locaux, l'implantation locale est un argument important prenant place dans la campagne électorale sous la Troisième République. Ces élus sont des notabilités très largement ancrées dans le paysage politique local, si ce n'est national et que les réseaux des parlementaires s'ils s'étendent bien au-delà des limites départementales expliquent en partie l'élection à la Chambre ou au Sénat. Ces réseaux permettent de voir des relations directes entre des parlementaires marnais et des parlementaires issus d'autres départements et d'autres régions (Nord-Pas-de-Calais, Centre, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes…). Les réseaux développés par les élus locaux s'ils sont dans leur ensemble bien moins développés et sont à une toute autre échelle, il n'en demeure pas moins vrai qu'ils permettent à des familles de véritablement confisquer quelques sièges électoraux et de mener la politique locale au bénéfice des stratégies familiales.